

# L'observatoire

de l'économie du Pays de Brest

NOTE D'ANALYSE - AVRIL 2016

#123

## QUELQUES ÉLÉMENTS CLÉS



**45 600** EMPLOIS  
PUBLICS EN 2014

**30 %** DE L'EMPLOI TOTAL



**17 690** ÉQUIVALENT  
TEMPS PLEIN DANS LA  
DÉFENSE

**57 %** DES EMPLOIS DE LA PRESQU'ÎLE  
DE CROZON SONT PUBLICS



**910** ÉTABLISSEMENTS dont

**740** SONT DES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES  
ET L'ÉDUCATION

De grandes fonctions  
métropolitaines :

L'AÉROPORT

LA FOST

( FORCE OCÉANIQUE STRATÉGIQUE)

LE CHRU

L'UNIVERSITÉ DE

BRETAGNE OCCIDENTALE

IFREMER



Photo : Jean-Yves Guillaume - Brest métropole

## L'emploi public en 2014 : pilier économique du pays de Brest

Le port militaire est historiquement le socle du développement de l'économie brestoise. La défense est encore aujourd'hui le principal employeur du pays de Brest et explique l'importance du secteur public de la zone d'emploi de Brest par rapport à la moyenne nationale.

Un grand nombre de fonctions métropolitaines sont concentrées dans les fonctions publiques : l'université pour la recherche et l'enseignement supérieur, le CHRU pour la santé, l'aéroport pour le transport, etc.

L'emploi public représente 1 emploi salarié sur 3 dans le pays de Brest soit 45 600 postes en tout. 73 % de ces emplois sont situés dans Brest métropole. Les équipements métropolitains évoqués précédemment sont pour la plupart localisés au sein de l'agglomération. Cependant, la Presqu'île de Crozon est l'intercommunalité la plus marquée par le secteur car 57 % de l'ensemble des emplois sont publics.

# Préambule

L'économie et le secteur public sont fortement corrélés dans le pays de Brest. L'administration (comprenant la défense), l'enseignement ou la santé sont des activités majoritairement publiques et sont davantage représentés dans le pays de Brest par rapport à la moyenne nationale. Cependant, la classification de l'emploi par l'Insee ne permet pas d'obtenir une vision exhaustive du nombre d'emplois publics, ceux-ci étant disséminés dans plusieurs secteurs qui concernent également la sphère privée. C'est pourquoi il est apparu pertinent de développer une méthode mieux adaptée au contexte local.

## Objectifs et méthodologie

L'objectif principal est de recenser, par établissement public, le nombre d'emplois en intégrant les contrac-

tuels. Tout comme la précédente étude menée en 2011, le champ du secteur public a été défini à partir de la catégorie juridique précisée dans le fichier SIRENE. Il comprend la fonction publique d'Etat, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière. Cette étude ne prend pas en compte les entreprises dont la majorité du capital est détenue par l'Etat.

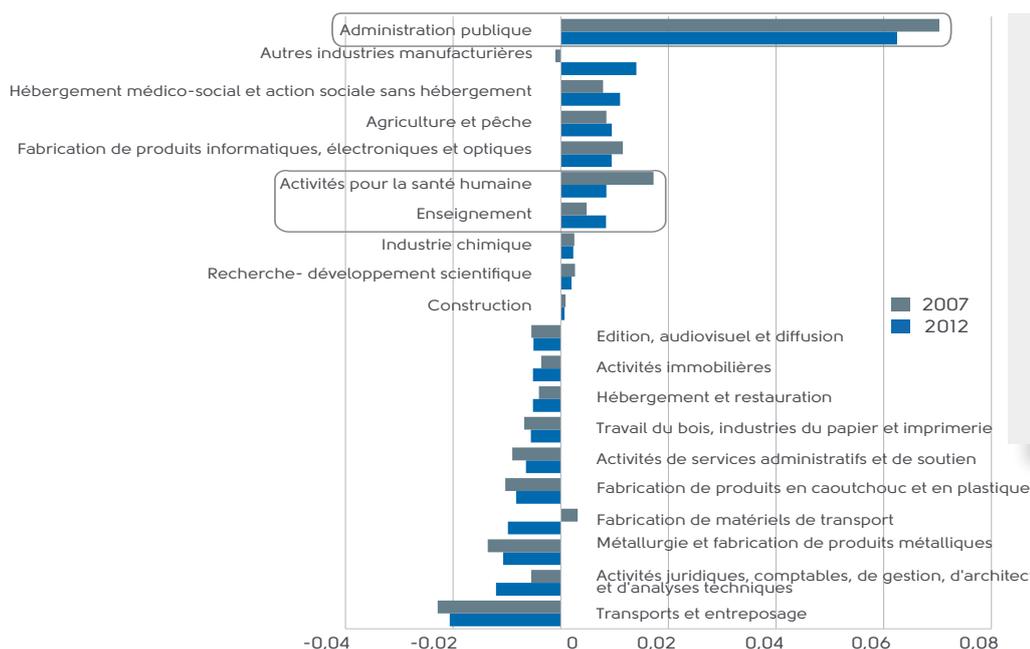
## Les plus et les moins de l'étude

Les données de la présente étude, ont été recueillies par l'ADEUPa auprès des différents organismes dans le pays de Brest. Les informations portent sur un effectif au 31 décembre 2013. Par rapport à l'étude réalisée en 2011, les effectifs des collectivités locales sont plus complets puisqu'ils comprennent les contractuels, les emplois des conseils dé-

partementaux et régionaux ainsi que les agents des communautés de communes. Le personnel détaché du public enseignant dans les établissements privés a également été pris en compte.

Cependant, cette année, les éléments de la Direction générale des Finances publiques n'ont pu être transmis. Par ailleurs, les effectifs concernant le Ministère de la défense sont en équivalent temps plein alors qu'ils étaient caractérisés en emplois dans la précédente édition. Ces deux éléments rendent la comparaison entre 2011 et 2014 difficile.

## Spécialisation de l'économie du pays de Brest par rapport à l'emploi salarié en France



### Clés de lecture :

différence entre la part d'un secteur dans l'emploi salarié total du pays de Brest par rapport à la moyenne nationale. Exemple : les emplois salariés de l'administration publique représentent 6,2 points de plus dans le pays de Brest qu'en France.

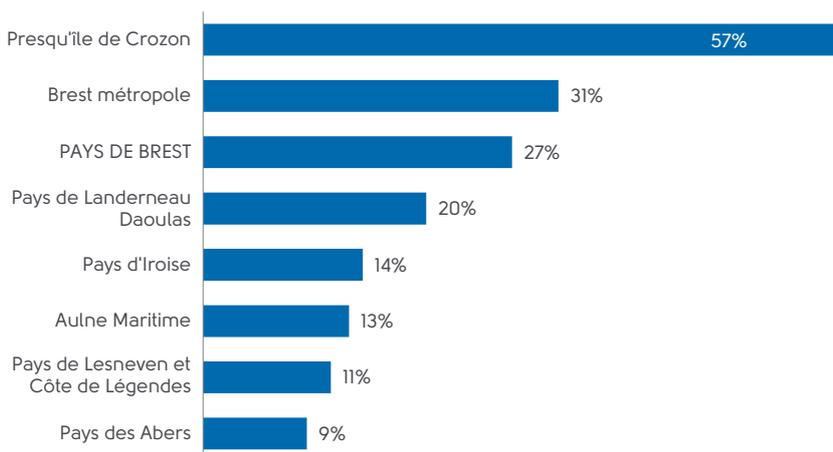
Source : INSEE RP 2012 et 2007

# 45 600 emplois publics en 2014 dans le Pays de Brest

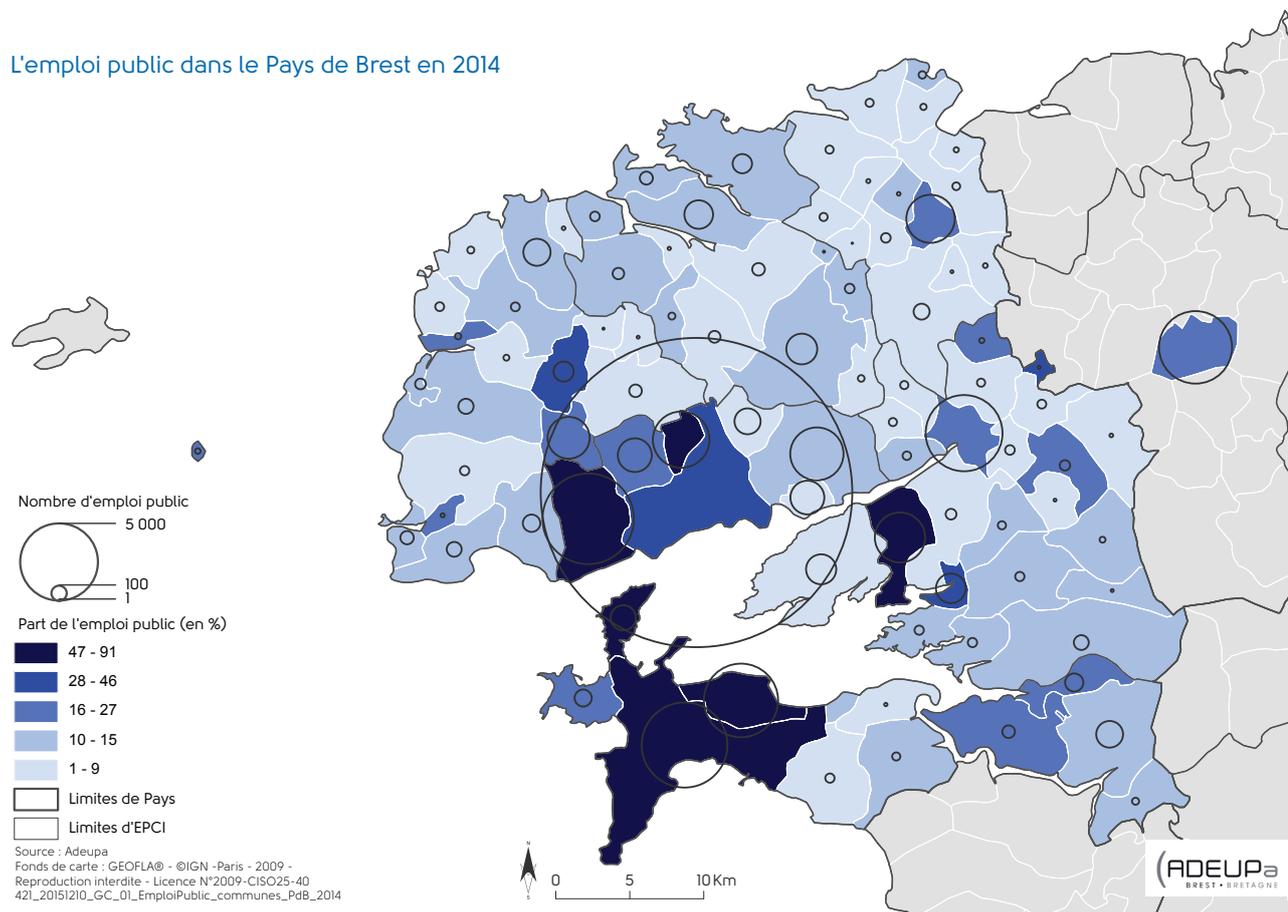
## Un emploi salarié sur trois est public

Début 2014, le secteur public représente 27 % des emplois du pays de Brest avec un total estimé à 45 600 : une part supérieure à la moyenne régionale, 23 % (source : Insee). Ce chiffre est une sous-estimation et doit vraisemblablement s'approcher des 30 %. Par rapport à 2011, cette proportion est équivalente malgré le contexte de la révision générale des politiques publiques (RGPP) engagée en 2007 et la mise en œuvre des différentes réformes.

Part de l'emploi public dans l'emploi total par intercommunalité



## L'emploi public dans le Pays de Brest en 2014



## La Défense : le marqueur brestois du secteur public

73 % des emplois publics du pays de Brest se situent dans Brest métropole. L'agglomération accueille des équipements publics spécifiques qui expliquent cette forte concentration, dont certains sont de gros employeurs. C'est par exemple le cas pour le ministère de la défense (13 000 équivalent temps plein), le CHRU (6 100 emplois) ou l'université (1 900 emplois).

57 % des emplois présents dans la Presqu'île de Crozon sont publics. Il s'agit du territoire du pays de Brest le plus marqué par l'emploi public. Avec environ 3 470 emplois, la Défense est présente à Crozon, Lanvéoc et Roscanvel. Le personnel militaire choisit la plupart du temps d'habiter à proximité de son lieu de travail. Ainsi, il représente 10 % de la population active résidant à la Presqu'île de Crozon et apporte des emplois induits, c'est-à-dire liés aux consommations courantes des salariés et de leur famille (logement, loisirs, commerces de détails, etc.).

L'hôpital de Crozon et la mairie sont les deux autres établissements publics en termes de nombre d'emplois avec plus de 200 postes.

Le Pays de Landerneau-Daoulas est la troisième intercommunalité en termes de représentativité du secteur public avec un emploi sur cinq. Deuxième ville du pays de Brest en nombre d'habitants, Landerneau propose un niveau de service public conséquent : lycées, hôpital, maison de retraite, etc. Par ailleurs, des structures plus rares sont présentes comme le Centre en route de la navigation aérienne (CRNA) à Loperhet.

Les quatre autres intercommunalités présentent une part moins forte d'activités publiques avec une moyenne de 12 % des emplois. Le Pays d'Iroise est davantage tourné vers le secteur commercial, le transport et les services. Avec la présence d'entreprises comme Livbag ou Novatech, le secteur industriel marque la spécificité de l'Aulne Maritime. Enfin les Pays des Abers et de Lesneven Côte de Légendes disposent d'avantage d'emplois agricoles et du commerce.

les emplois liés  
au Ministère de la  
Défense :

**13 000**  
équivalent temps  
plein à Brest



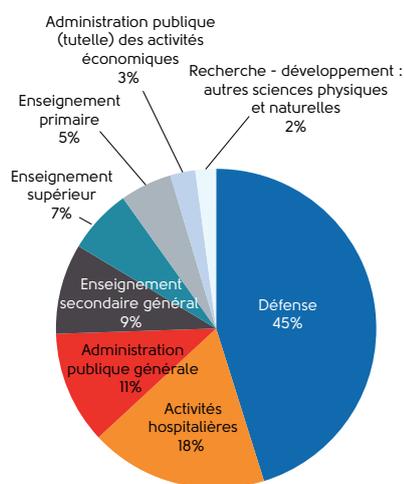
Photo : Mahtieu Le Gall - Brest métropole

# 910 établissements dont 740 dans les collectivités territoriales et l'éducation

## Le pays de Brest compte plus de 900 établissements publics

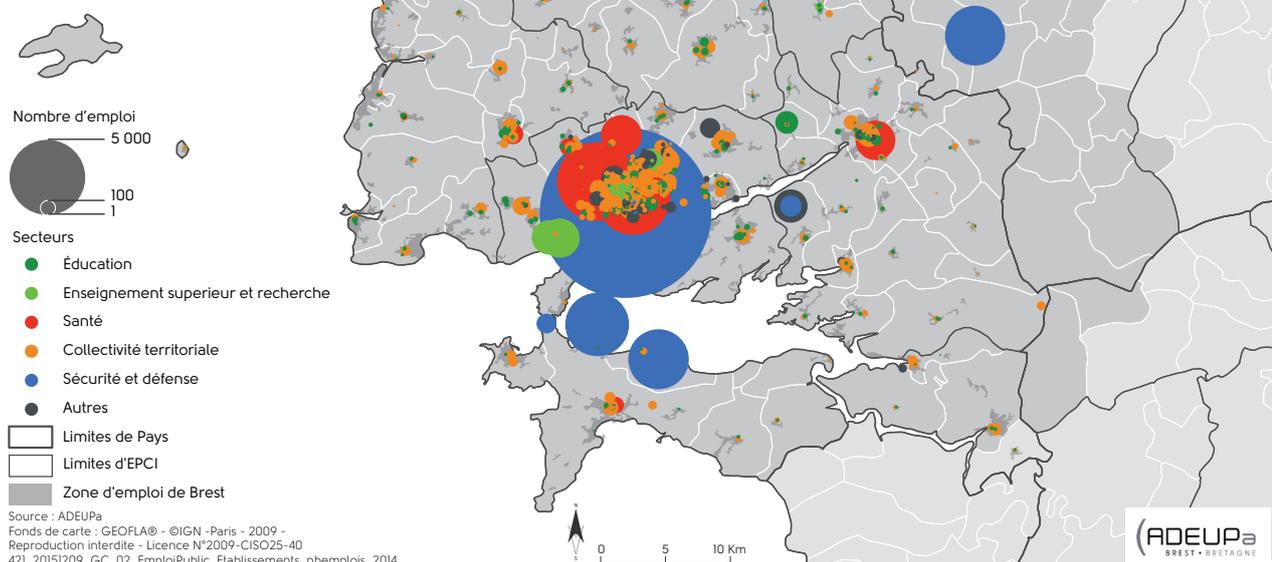
80 % des établissements publics du pays de Brest sont des collectivités locales ou dédiés à l'éducation. La moitié de ces établissements sont localisés à Brest métropole, 13 % dans le Pays de Landerneau-Daoulas et 12 % dans le Pays d'Iroise. Brest métropole accueille des fonctions qui rayonnent au-delà de son bassin d'habitat : l'enseignement supérieur & la recherche, l'aéroport de Brest-Bretagne, le CHRU, etc. Par ailleurs, Brest se caractérise par la présence de fonctions militaires stratégiques : la préfecture maritime, le siège de la FOST (Force océanique stratégique de la Marine nationale), etc. La présence militaire a notamment conduit au choix de Brest pour le principal site d'Ifremer (ex CNEXO) dans les années 1970. Cela a permis le développement de la recherche dans les sciences marines et de prétendre désormais au premier rang européen dans ce domaine.

Répartition de l'emploi public selon les principaux secteurs d'activités



Principaux employeurs publics du pays de Brest	Effectif
DEFENSE (en équivalent temps plein)	17 690
CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE BREST (hors Carhaix)	6 173
UNIVERSITE BREST BRETAGNE OCCIDENTALE	1 921
BREST MÉTROPOLE	3 100
DEPARTEMENT DU FINISTERE (hors personnel de l'éducation)	928
CENTRE HOSPITALIER FERDINAND GRALL	684
IFREMER	663
INSTITUT MINES TELECOM	522
CHAMBRE DE COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE BREST	499
CENTRE ROUTE NAVIGATION AERIEENNE OUEST	483

L'emploi dans les établissements publics par secteur dans le pays de Brest en 2014



## Qualification des communes du pays de Brest hors Brest métropole

Si chaque commune est dotée d'une mairie ou d'école primaire, certains équipements impliquent un niveau de bassin de vie plus conséquent. Un hôpital, un collège ou encore la présence d'une trésorerie des finances publiques ne sont accueillis qu'à partir d'une certaine taille. L'implantation d'un site militaire ne rentre pas forcément dans cette logique.

### Le pôle urbain de Landerneau

Avec plus de 15 000 habitants, Landerneau est la deuxième ville en population du pays de Brest. Cette taille nécessite une plus grande diversité d'équipements publics : comme des lycées ou un hôpital.

### Les villes à haut niveau de services publics

Crozon dispose d'un statut particulier. Du fait de la présence de la Défense, plus de la moitié des actifs de la Presqu'île y ha-

bitent et y travaillent. De ce fait, mais aussi de la quasi-insularité du territoire, une large gamme de services publics est proposé, du collège en passant par l'hôpital.

Lesneven et Saint-Renan sont également classées dans cette catégorie. Toutefois, en raison notamment de la proximité de l'agglomération brestoise, l'enseignement ne se poursuit pas après le collège à Saint-Renan.

### Les villes ou communes intermédiaires

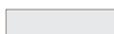
De part une proximité avec Brest métropole, comme Plabennec, ou un nombre d'habitants plus limité, comme Pont-de-Buis lès Quimerç'h, le nombre d'équipements publics se situe à un niveau intermédiaire. Une trésorerie des finances publiques où un collège, sont généralement le type de service existant.

### Loperhet et Roscanvel, des communes à vocations singulières

Loperhet est un cas particulier avec l'implantation d'équipements ou de sites

à vocation aérienne. La commune accueille le Centre de coordination aérien de l'Armée de l'air mais aussi le Centre route de navigation aérienne de l'Ouest. Ces centres régionaux contrôlent les aéronefs dans un espace délimité et sont au nombre de cinq en France. Le site militaire de Roscanvel est dédié à l'entraînement des parachutistes des opérations maritimes.

Communes	Qualification des communes	Population 2012 (Source : Insee)	Nombre établissements publics	Enseignement secondaire	dont Lycée	Trésorerie	Hôpital	Enseignement supérieur - recherche	Défense
Landerneau	Pôle urbain	15 265	36						
Crozon	Commune à haut niveau de service public dotée d'un site Militaire	7 692	19						
Lesneven	Commune à haut niveau de service public	7 167	19						
Saint-Renan	Commune à haut niveau de service public	7 713	16						
Ploudalmézeau	Commune à niveau de service intermédiaire	6 275	15						
Plabennec	Commune à niveau de service intermédiaire	8 277	12						
Lannilis	Commune à niveau de service intermédiaire	5 349	12						
Daoulas	Commune à niveau de service intermédiaire	1 767	12						
Le Conquet	Commune à niveau de service intermédiaire	2 719	10						
Pont-de-Buis lès Quimerç'h	Commune à niveau de service intermédiaire	3 863	8						
Loperhet	Commune dotée d'un site Militaire	3 602	7						
Lanvéoc	Commune dotée d'un site Militaire	2 224	5						
Roscanvel	Commune dotée d'un site Militaire	876	4						

 Présence du service public

## Zoom sur l'impact économique de la base de Défense Brest-Lorient

En 2014, dans le périmètre de la base de défense de Brest-Lorient, la filière défense compte 50 800 emplois en équivalent temps plein, soit près de 60 000 salariés. Cela représente à la fois les actifs du ministère de la Défense, les salariés des deux principaux donneurs d'ordre DCNS et THALES, les emplois indirects et les emplois induits. Il convient également d'ajouter les retraités de la défense au nombre de 25 000.

L'effet multiplicateur de l'économie de la défense sur l'emploi est considérable : un emploi direct génère un emploi et demi supplémentaire, indirect ou induit. La prégnance de l'économie de la défense dans l'Ouest breton se traduit aussi en termes de flux financiers. Chaque année, au moins 2,3 milliards d'euros sont injectés dans l'économie territoriale de la base de défense Brest-Lorient. A cette échelle, la commande publique se fait très majoritairement au bénéfice des entreprises finistériennes et morbihannaises (les trois quarts des achats). La préservation des activités de défense est donc un enjeu majeur pour l'avenir économique de l'ouest breton,

pour l'innovation et le développement de compétences de haute technologie, pour l'ouverture de la pointe Bretagne et son inscription dans les échanges internationaux.

## Zoom sur le CHRU

Avec un budget de 500 millions d'euros, le centre hospitalier régional universitaire de Brest occupe le 22<sup>ème</sup> rang national (sur 50). Il emploie 6 500 salariés et occupe le second rang des employeurs de la zone d'emploi. Sa zone d'influence couvre la totalité du Finistère, les territoires autour de Guingamp et Lannion dans les Côtes d'Armor, ainsi que le bassin lorientais dans le Morbihan.

Le poids scientifique du CHRU est particulièrement fort comme en témoignent le nombre important d'écoles (faculté de médecine, école de sages-femmes, institut de formation des kinésithérapeutes...), la dizaine d'unités de recherche et les liens avec les start-up. Dans un secteur à fort développement, mais très concurrentiel, il convient d'être vigilant pour conforter les activités de recherche. Les coopérations, qu'elles soient dans le cadre du réseau des hôpitaux universitaires du Grand Ouest (HUGO), avec le centre hospitalier de Cornouaille ou l'hôpital militaire, sont multiples.

## Zoom sur le poids économique de l'Université de Bretagne occidentale dans le Finistère

L'UBO est le premier établissement finistérien d'enseignement supérieur avec 17 000 étudiants et un acteur majeur de la recherche publique avec 670 chercheurs et enseignants chercheurs. Son impact économique dans le département est évalué à 141 millions d'euros chaque année. Ce montant comprend les dépenses des étudiants (78 millions d'euros par an) et des salariés de l'UBO (50 M€), ainsi que les commandes de l'université passées auprès des entreprises locales (13 M€).

Dans le Finistère, l'université génère un total de 4 460 emplois, soit un emploi pour 4 étudiants. Elle emploie directement 2 175 salariés. Elle est à l'origine de 300 emplois indirects, grâce à ses commandes auprès d'entreprises prestataires, et de près de 2 000 emplois induits (la consommation de biens et services des étudiants et salariés).

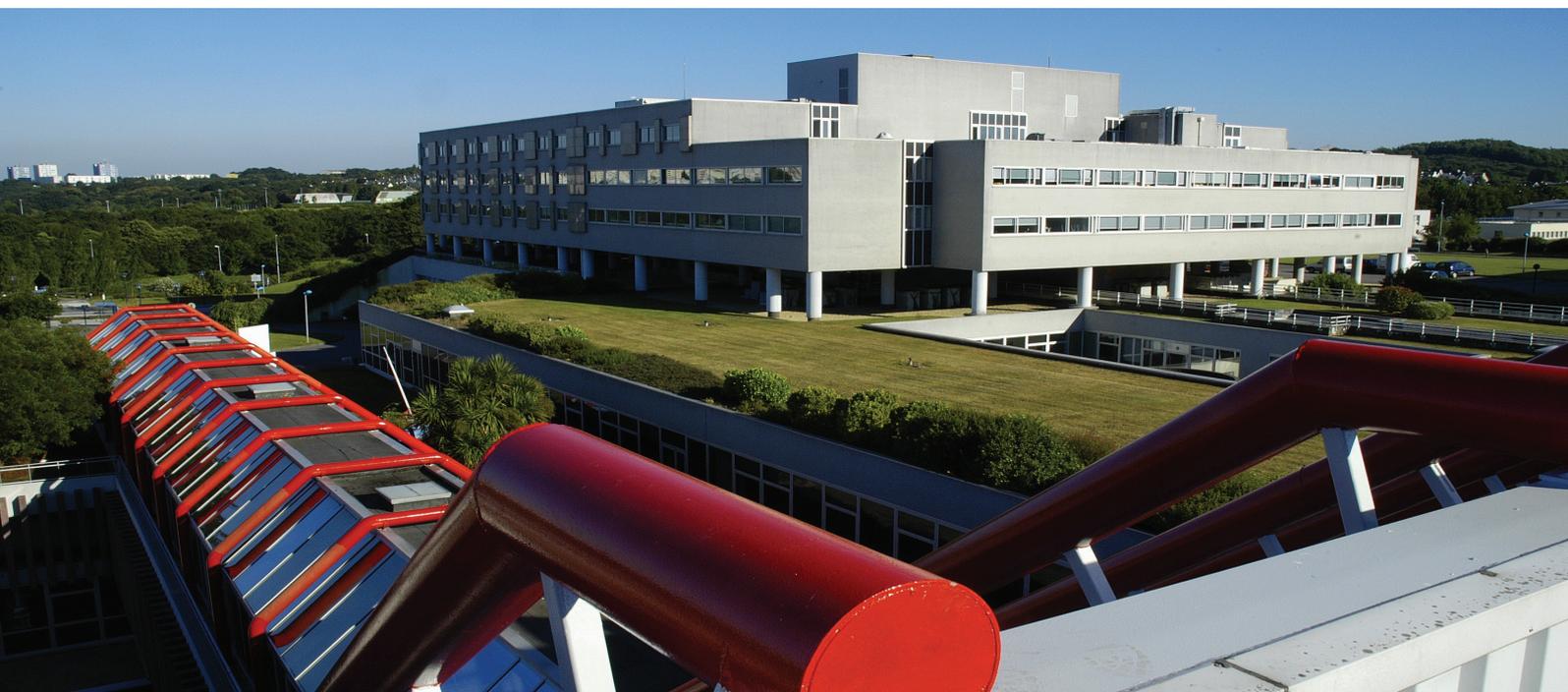


Photo : Jean-Yves Guillaume - Brest métropole

# Conclusion

Le secteur public constitue l'un des principaux moteurs de l'économie du pays de Brest. Les mutations ont été nombreuses et ne laissent pas entrevoir de stabilisation. Un dispositif d'observation détaillé permettra de mesurer les variations d'emplois.

Les services de l'Insee évaluent depuis quelques années l'effectif des trois grandes familles de la fonction publique (hospitalière, territoriale et de l'Etat) à l'échelle finistérienne. Les données infra départementales ne sont pas, à ce jour, disponibles. Au cours du premier semestre 2016, l'Insee prévoit d'affiner cette question à l'échelle des zones d'emploi, mais les effectifs relevant du Ministère de la Défense semblent difficilement appréhendés par l'organisme national.

Enfin, le nombre d'emplois est une vision partielle pour qualifier le poids des activités publiques dans l'économie brestoise. Ces établissements sont, pour la plupart, de grands donneurs d'ordres. Si c'est particulièrement vrai pour le secteur de la défense, l'analyse de l'emploi public est donc une première étape pour mesurer l'impact économique de l'ensemble de du secteur.



L'OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE DU  
PAYS DE BREST

#### Directeur de la publication

Benjamin Grebot

#### Réalisation

Lucie Bianic

#### Maquette et mise en page

Dominique Gaultier

#### Contact : ADEUPa Brest-Bretagne

18 rue Jean Jaurès 29200 Brest

[www.adeupa-brest.fr](http://www.adeupa-brest.fr)

Tél : 02 98 33 51 71

Réf. : 16/248



Photo : Franck Bétermin - Brest métropole